

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 3 JUILLET 1924.

## Proposition de loi relative au diplôme et l'exercice de la profession d'architecte.

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

MESSIEURS,

L'intérêt public — que l'on ne s'effraie pas de cette affirmation — non moins que l'intérêt privé, les intérêts de tous ceux qui construisent ou font construire, justifie l'institution du diplôme d'architecte.

Il n'est point indifférent que le premier venu, dépourvu de toutes connaissances, de toute pratique, se déguisant sous un titre qui le présente comme maître en l'art de la construction, ne puisse ériger des constructions souvent de considérable importance.

Il ne suffit pas que les Codes civil et pénal fixent des responsabilités et édictent des peines contre celui dont l'ignorance, l'incurie, la négligence crée le vice dont le bâtiment sera infecté et qui souvent sera cause de blessures et de mort. Les sanctions seront trop souvent illusoires.

A l'heure présente, l'art de l'architecte a des rapports étroits avec les plus graves problèmes d'économie générale, d'hygiène, d'esthétique.

Il est indispensable que nous ayons une « politique de l'architecture » basée sur des règles et des principes concernant le choix, l'emploi des matériaux, les meilleures et les moins coûteuses méthodes de construction : L'architecte doit être un économiste.

L'art du constructeur doit s'inspirer — voire subir l'indispensable dépendance — des obligations de la salubrité et de l'hygiène : il ne peut suffire à cet égard qu'il satisfasse, sans plus, aux règlements des pouvoirs publics : L'architecte doit être un hygiéniste.

Enfin il ne peut appartenir à quiconque de construire sans aucun souci d'art, de défigurer nos villes et nos campagnes : l'architecte doit avoir des qualités d'artiste.

Il convient de pouvoir écarter les non valeurs et d'établir une barrière devant ceux qui estiment pouvoir s'intituler architectes parce qu'ils ont quelques rudiments du dessin, et sont par ailleurs étrangers de toutes les autres sciences.

Le diplôme d'architecte est réclamé depuis de longues années par les intéressés. Il est au nombre des questions étudiées par la *Société centrale d'Architecture de Belgique* depuis les premières années de sa fondation : Déjà en septembre 1883, elle adressait à ce sujet une requête à MM. les Président et Membres de la Chambre des représentants.

En 1897, le Congrès international des architectes (quatrième session) qui tint ses assises à Bruxelles, inscrivit cette question à son ordre du jour et donna lieu à d'importants travaux dus aux architectes de tous pays qui répondirent à son appel.

La demande, introduite par la *Société centrale d'Architecture de Belgique* à la suite du Congrès national qu'elle réunit en juin 1904, fut poursuivie sans relâche par la *Fédération des Sociétés d'Architectes du Royaume*.

L'on peut citer comme manifestations de leur persévérante volonté le

| I <sup>er</sup> Congrès national des architectes belges en 1904 |     |     |      |
|-----------------------------------------------------------------|-----|-----|------|
| III <sup>e</sup>                                                | Id. | id. | 1907 |
| IV <sup>e</sup>                                                 | Id. | id. | 1908 |
| V <sup>e</sup>                                                  | Id. | id. | 1909 |
| VII <sup>e</sup>                                                | Id. | id. | 1911 |
| IX <sup>e</sup>                                                 | Id. | id. | 1920 |

dans lesquels les Associations ont discuté ou rappelé la nécessité de cette institution.

Il serait injuste de ne point louer ici, entre autres, les efforts poursuivis avec une remarquable persévérance par M. l'architecte Maukels qui, signataire de la première requête présentée aux Chambres en 1883, n'a pas abandonné un instant la lutte, et qui est l'auteur d'un avant-projet dans lequel les signataires ont largement puisé.

\* \* \*

Le diplôme doit être un diplôme légal et non un simple diplôme professionnel ; il doit avoir la même autorité qu'un diplôme universitaire.

Le droit de porter et d'exercer la profession d'architecte doit être réservé aux seuls diplômés.

Le droit au titre d'avocat a été consacré par la loi du 30 août 1913.

L'art de guérir est réglementé par celle du 12 mars 1818.

La profession d'architecte sera soumise à des règles analogues.

L'on peut prévoir que la même réglementation s'appliquera dans un avenir rapproché au port du titre d'ingénieur et de comptable.

En même temps, comme conséquence, pourra s'établir par les soins des intéressés la discipline professionnelle, la défense commune des intérêts.

\* \* \*

Les auteurs de la proposition dans leur désir d'aboutir à bref délai, dans une matière dont tous les détails ne peuvent être fixés en termes définitifs, ont cru

devoir limiter leur projet à des dispositions d'ordre général, confiant à des arrêtés les mesures d'exécution, telles l'élaboration des programmes et la composition des jurys.

La loi tracera les directives.

A titre d'indication l'on peut reprendre ici l'énumération des épreuves que les intéressés ont indiquées comme devant fournir la matière de l'examen et que le projet de M. Maukels énuméra en son article 2 :

« Les aspirants au titre d'architecte devront, préalablement à l'examen technique, subir une épreuve d'admission en loge qui comportera :

- a) Un dessin d'ornement d'après plâtre ;
- b) Un dessin de figure d'après plâtre ;
- c) Un projet complet avec fragment à grande échelle d'un édifice de moyenne importance.

Les programmes de ces épreuves seront établis par le jury et tirés au sort.

Le jury classera les projets en projets admis et projets non admis.

Les auteurs des projets admis pourront seuls prendre part à l'examen proprement dit pour l'obtention du diplôme.

Cet examen sera oral et écrit ; il portera sur les matières suivantes :

1. Histoire de l'art architectural et des arts en général dans leur relation avec l'architecture ;
2. Géométrie : les quatre premiers livres et l'arpentage ;
3. Géométrie descriptive, coupe de pierre et perspective ;
4. Algèbre : 2<sup>e</sup> degré ;
5. Éléments de géologie appliqués ;
6. Éléments de chimie et de physique appliqués ;
7. Éléments de mécanique appliqués ;
8. Construction ;
9. Statique graphique ;
10. Législation du bâtiment ;
11. Hygiène du bâtiment.

Le récipiendaire qui aura satisfait à l'épreuve d'admission en loge d'abord, à l'examen technique ensuite, devra faire un stage de trois ans au moins dans des bureaux d'architectes exerçant leur art en Belgique. Après ce stage, le récipiendaire recevra le brevet consacrant définitivement son droit à l'exercice de la profession en Belgique. »

\* \* \*

Le projet que nous soumettons s'est inspiré de longues et consciencieuses études poursuivies par ceux qui sont le mieux à même de préciser leurs revendications et de suggérer les solutions pratiques.

Nous avons la conviction que le Parlement n'hésitera pas à leur donner légitime satisfaction.

WAUWERMANS.

---

(4)

( N° 354 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 3 JULI 1924.

**Wetsvoorstel betreffende het diploma en de uitoefening van het beroep van bouwmeester.**

---

## TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Het invoeren van het diploma van bouwmeester wordt ten volle gerechtvaardigd door het algemeen belang, zoowel als door het privaat belang en door het belang van al degenen die bouwen of doen bouwen — zonder dat men zich om die bewering hoeft te verschrikken.

Het is niet onverschillig dat de eerste de beste, zonder kennis van het vak, zonder practijk, die zich voordoet met een titel die hem doet doorgaan als een meester in de bouwkunst, soms zeer belangrijke gebouwen kunne oprichten.

Het volstaat niet dat het Burgerlijk Wetboek en het Strafwetboek verantwoordelijkheden bepalen en straffen uitvaardigen tegen hem wiens onwetendheid, zorgeloosheid, onachtzaamheid de oorzaak zijn van het gebrek waarvan het gebouw zal aangedaan zijn en dat vaak verwonding en dood zal verwekken. De bekrachtigingen zullen al te dikwijls nietsbeduidend zijn.

Op dit oogenblik, heeft de kunst van den bouwmeester nauwe betrekkingen met de meest ernstige vraagpunten van algemeene economie, van volksgezondheid, van esthetiek.

Het is onontbeerlijk dat wij eene « politiek der bouwkunst » hebben, gegrond op regelen en beginselen betreffende de keus, het gebruik der bouwstoffen, de beste en de minst kostende bouwmethodes. De bouwmeester moet een econoomist zijn.

De kunst van den bouwer moet hare ingeving zoeken bij, — zelfs de onontbeerlijke afhankelijkheid ondergaan van — de vereischen der openbare gezondheid en der hygiëne : daartoe kan het niet volstaan dat zij, zonder meer, voldoet aan de reglementen den openbare machten. De bouwmeester moet een hygiënist zijn.

Eindelijk, mag hij niet vrijgelaten worden te bouwen zonder aanzien van

kunst, onze steden en dorpen onooglijk te maken. De bouwmeester moet hoedanigheden van kunstenaar bezitten.

Het is noodig dat men de onwaarden kunne verwijderen en een slagboom opslaan vóór hen die meenen zich bouwmeesters te mogen doen noemen omdat zij wat teekenen kunnen en, daarbuiten, geen andere wetenschap bezitten.

Sedert lang, wordt het diploma van bouwmeester geëischt door de belanghebbers. Het komt voor onder de vraagpunten die, sedert de eerste jaren harer oprichting, werden bestudeerd door de *Société centrale d'Architecture de Belgique*. Reeds, in September 1883, richtte zij daaromtrent een verzoekschrift tot de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

In 1897, bracht het Internationaal Congres der bouwmeesters (4<sup>de</sup> zittingstijd), dat te Brussel zitting hield, deze quaestie op zijne dagorde en gaf gelegenheid aan de bouwmeesters van alle landen, die zijn oproep hadden beantwoord, belangwekkende werken te vertoonen.

De eisch, aanhangig gemaakt door de *Société centrale d'architecture de Belgique*, als gevolg van het Nationaal Congres dat zij in Juni 1904 deed plaats hebben, werd zonder ophouden nagestreefd door de *Fédération des Sociétés d'Architectes du Royaume*.

Als uiting van hunnen aanhoudenden wil, kan men vermelden het :

| I <sup>o</sup> Nationaal Congres der Belgische bouwmeesters in 1904 |     |     |      |
|---------------------------------------------------------------------|-----|-----|------|
| III <sup>e</sup>                                                    | Id. | id. | 1907 |
| IV <sup>e</sup>                                                     | Id. | id. | 1908 |
| V <sup>e</sup>                                                      | Id. | id. | 1909 |
| VII <sup>e</sup>                                                    | Id. | id. | 1911 |
| IX <sup>e</sup>                                                     | Id. | id. | 1920 |

bij welke gelegenheid de Vereenigingen de noodzakelijkheid van deze instelling hebben besproken of opnieuw bespreken.

Het ware onrechtvaardig hier, onder andere, geen melding te maken van de pogingen met een merkwaardige standvastigheid nagestreefd door den bouwmeester, den heer Maukels, die, onderteekenaar van het eerste verzoekschrift aan de Kamers, in 1883 aangeboden, geen oogenblik den strijd heeft opgegeven en die de maker is van een vóórontwerp, waarin de onderteekenaars ruimschoots geput hebben.

\*  
\* \*

Het diploma moet zijn een wettig diploma en niet een eenvoudig beroepsdiploma; het moet hetzelfde gezag bezitten als een hoogeschooldiploma.

Het recht om het beroep van bouwmeester uit te oefenen of den titel er van te dragen moet aan de enkel gediplomeerden worden voorbehouden.

Het recht op een titel van advocaat werd bekrachtigd bij de wet van 30 Augustus 1913.

De geneeskunst wordt geregeld door die van 12 Maart 1818.

Het beroep van bouwmeester zal aan gelijkaardige regelen worden onderworpen.

Men kan voorzien dat dezelfde regeling eerlang zal worden toegepast op het dragen van den titel van *ingenieur* en van *boekhouder*.

Terzelfder tijd zal, als gevolg daarvan, door de belanghebbenden de beroepstucht, de gemeenschappelijke verdediging der belangen kunnen gevestigd worden.

\* . \*

Ten einde zoo spoedig mogelijk tot een goeden uitslag te geraken, in een zaak waarvan al de bijzonderheden niet definitief kunnen omschreven worden, hebben de indieners van het voorstel hun ontwerp meenen te moeten beperken tot bepalingen van algemeen aard, en aan besluiten ter uitvoering de maatregelen van verwezenlijking voor te behouden, zooals het tot stand brengen van programma's en de samenstelling der jury's.

De wet zal de leidraden vaststellen.

Bij wijze van inlichting, kan hier de opsomming worden herhaald van de stoffen welke de belanghebbenden hebben aangeduid om het voorwerp uit te maken van het examen en die in het ontwerp van den heer Maukels onder artikel 2 zijn vermeld :

« De aspiranten voor den titel van bouwmeester moeten, voorafgaandelijk van het technisch examen, een toelatingsproef in loge ondergaan; deze proef omvat :

- a) Een ornamentteekening naar gipsen model;
- b) Een figuurteekening dito;
- c) Een volledig ontwerp met fragment op groote schaal van een gebouw van gemiddeld belang.

De programma's van die proeven worden door de jury samengesteld en bij loting aangewezen.

De jury klasseert de ontwerpen in die welke aangenomen zijn en die welke afgewezen zijn.

De makers van de aangenomen ontwerpen mogen alleen toegelaten worden tot het eigenlijk examen voor het bekomen van het diploma.

Dit examen is mondeling en schriftelijk; het omvat de volgende stoffen :

1. Geschiedenis der architectuurkunst en der kunsten in het algemeen in hunne betrekking met de architectuur;
2. Meetkunde : de eerste vier vier boeken en het landmeten;
3. Beschrijvende meetkunde, steendoorsnede en perspectief;
4. Stelkunde : 2<sup>de</sup> graad;
5. Beginselen van toegepaste geologie;
6. Beginselen van toegepaste schei- en natuurkunde;
7. Beginselen van toegepaste mechanica;
8. Constructie;
9. Graphische statika;
10. Bouwwetgeving;
11. Bouwhygiëne.

De recipiëndus, die voor de toelatingsproef heeft voldaan, in loge vooreerst, voor het technisch examen, daarna, zal een leertijd moeten doorstaan van ten minste drie jaar in de bureelen van bouwmeesters die hun kunst in België uitoefenen. Na dien leertijd, zal de recipiëndus het brevet ontvangen waarbij voor goed zijn recht, om het beroep in België uit te oefenen, bekrachtigd wordt.

\* \*

Het ontwerp dat wij indienen steunt op lange en gewetensvolle studiën, vanwege hen die het best in staat zijn hunne eischen goed te doen kennen en praktische oplossingen voor te stellen.

Wij zijn overtuigd dat het Parlement niet zal aarzelen hun billijke voldoening te schenken.

P. WAUWERMANS.

---